

DECISION MUNICIPALE

N°2024_028,

Objet : Intervention de l'Établissement Public Foncier Local du Dauphiné (EPFL-D) sur le territoire communal aux fins de préemption des parcelles AE 340 et AE 326 - 38160 SAINT-MARCELLIN – Avis favorable

Vu le Code général des collectivités territoriales, spécialement son article L . 2122.22,

Vu la délibération du conseil municipal n°2020_040 du 17 juillet 2020, par laquelle le conseil municipal donne délégation au Maire, notamment pour donner, en application de l'article L. 324-1 du Code de l'Urbanisme, l'avis de la commune préalablement aux opérations menées par un établissement public foncier local,

Vu le Code de l'urbanisme et notamment l'article L. 324-1,

Vu la déclaration d'intention d'aliéner n°038.416.24.10015, transmise par Claire MATA, notaire mandataire représentant le propriétaire, concernant la vente des parcelles AE 340 et AE 326 à Saint-Marcellin, propriété de la société JADOS INVEST, représentée par M Nicolas Janet, au prix de 2 680 000 € reçue en mairie de Saint-Marcellin, le 15 février 2024,

Vu la délégation d'exercice du droit de préemption du président de Saint-Marcellin Vercors Isère communauté pour l'EPFL du Dauphiné en date du 27 mars 2024,

Vu la demande de l'EPFL du Dauphiné en date du 21 mars 2024 sollicitant l'avis de la commune sur cette préemption,

Vu la convention tripartite signée le 7 décembre 2023 entre l'EPFL du Dauphiné, Saint-Marcellin Vercors communauté en tant que collectivité garante et la ville de Saint-Marcellin pour mettre en œuvre un projet de requalification de la friche économique « Legrand »,

Considérant que l'EPFL du Dauphiné, agissant par délégation du président de Saint-Marcellin Vercors Isère communauté, envisage de préempter les parcelles AE 340 et AE 326 à Saint-Marcellin,

Par ces motifs, le maire de la commune de Saint-Marcellin :

DÉCIDE

D'autoriser l'EPFL du Dauphiné à intervenir sur le territoire de la commune pour exercer le droit de préemption urbain, sur délégation du Président de Saint-Marcellin Vercors Isère communauté, pour l'acquisition des parcelles AE 340 et AE 326.

.../...

DECISION MUNICIPALE

N°2024_028, suite.

DIT

Que le présent arrêté peut faire l'objet d'un recours contentieux devant le tribunal administratif de Grenoble dans un délai de 2 mois à compter de sa publication.

DIT

Qu'il peut également faire l'objet d'un recours gracieux, dans le même délai, auprès du maire de la Ville de Saint-Marcellin, ce recours suspendant le délai de recours contentieux.

Expédition en sera adressée à monsieur le Préfet de l'Isère

Saint-Marcellin, le 28 mars 2024

Le Maire,
Raphaël MOCELLIN



Acte rendu exécutoire après transmission en Préfecture le 02 avril 2024
Et publication ou notification du 02 avril 2024